

# « Voter, c'est la seule chose qui nous reste »

CATALOGNE Toujours cruellement divisés, les Catalans de Belgique se rendent aux urnes

► Ils sont plus de 5.500 à être inscrits au consulat espagnol et 1.100 à avoir demandé à recevoir des bulletins de vote.  
► Indépendantistes, unionistes, ils reflètent fidèlement les divisions qui secouent leur région d'origine.

## TEMOIGNAGES

Ils seraient au moins 5.500 selon les chiffres du consulat. Appelés à voter aux élections régionales anticipées comme leurs pairs, les Catalans de Belgique se sont rendus aux urnes pour défendre leurs idéaux (souvent bien différents) et tenter de mettre un terme à une intense bataille politique.

Au consulat ou par correspondance, tous les Catalans que nous avons interrogés ont voté. Et malgré leurs opinions tranchées, ils se rejoignent sur un point : cette élection est cruciale et il n'était pas question de s'abstenir. « J'ai compté, détaille Lucia. C'est la quatrième fois en sept ans qu'on est appelés à voter. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on vit une période turbulente... » Cette Barcelonaise d'origine, installée en Belgique depuis douze ans, a donné sa voix

à « un parti constitutionnaliste ». Entendez par là, soit le Parti populaire, les socialistes catalans (PSC) ou le centre-droit de Ciudadanos (Cs). Selon les derniers sondages, ces trois formations seraient loin d'obtenir la majorité absolue, établie à 68 parlementaires. Au grand dam de Mariano Rajoy.

« Vu la situation dans laquelle nous sommes, c'était important d'aller voter », estime Mónica. La Catalane, qui a choisi de rejoindre Bruxelles il y a trois ans,

juge toutefois que d'autres solutions auraient pu être trouvées avant d'en arriver à la convocation d'élections. Et n'est pas très optimiste quant à l'avenir poli-

tique de sa région : « Quel que soit le résultat, ce sera de toute façon très difficile à gérer. La population est extrêmement divisée. tous les politiciens ont fait beaucoup de mal aux Catalans. » « La situation est fragile et compliquée, abonde Lucia. La question de l'indépendance a été mise à l'agenda politique alors que ce n'était pas la priorité du moment. »

Pour la citoyenne catalane, les questions du chômage et de l'appauvrissement de la population qui en découle sont plus importantes : « L'indépendance, ce n'est pas la panacée ! Ce n'est pas cela qui va régler les problèmes de la Catalogne. » Lucia n'est visiblement pas une fervente défenseuse de l'indépendance. Ce qui ne l'empêche pourtant pas de critiquer aussi Madrid. « Cette situation, cette crise, c'est aussi de la faute du gouvernement central qui n'a pas réagi à temps. Cette poussée indépendantiste s'est révélée dans le domaine de l'éducation : des cours de langues aux cours d'histoire. Et la société espagnole s'est déchirée petit à petit. » Elle appréhende le résultat des élections : « La société est très divisée et j'ai peur des coalitions qui pourraient se former. Mais je pense que beaucoup d'électeurs vont se raisonner. » Et si les indépendantistes remportent les élections ? « Ils peuvent arriver à

leurs fins à condition qu'ils empruntent la voie légale. » En attendant les résultats, Lucia a trouvé son cadeau de Noël : « La réconciliation et la paix. »

## « Nous allons voter avec une main dans le dos »

« Si on perd, eh bien, on reverra notre copie ! » Jorge Cañas Garcia a voté mardi au consulat bruxellois. Installé à Liège, le Catalan s'est levé de bonne heure pour rejoindre la capitale et éviter les perturbations liées à la manifestation. Le geste de glisser son bulletin dans l'urne était symbolique : « Après avoir voté, j'ai regardé le fonctionnaire et je lui ai dit : "J'ai voté pour l'indépendance, je suis heureux !" »

Né en Belgique de parents catalans, Jorge n'a jamais été – selon ses dires – un indépendantiste convaincu. Mais l'est devenu « avec le temps. C'est un processus qui a été long ». Une réflexion intimement liée à l'histoire de sa région, qu'il peut réciter les yeux fermés. Ce mardi, il a voté pour « l'un des partis qui va tenter de rétablir les institutions catalanes ». Mais reste sceptique quant à l'organisation du scrutin : « Pourquoi Madrid a-t-elle refusé la venue d'observateurs internationaux le jour du vote ? »

Jorge est méfiant, mais convaincu : même convoquée par Rajoy, cette élection peut enfin servir d'indicateur, « montrer l'importance » de la poussée indépendantiste en Catalogne. « Nous, les indépendantistes, nous allons voter avec une main dans le dos. Mais nous allons aller voter. Nous sommes obligés, on joue avec la démocratie. C'est la seule chose qu'il nous reste maintenant. » ■

MARINE BUISSON

# crise catalane Le catalyseur de l'extrême droite

Une montée en puissance après des décennies d'ombre ? C'est ce que craignent les observateurs de l'extrême droite en Espagne. Alors que la Catalogne se prépare à sa prochaine échéance électorale, les groupes xénophobes gagnent en visibilité dans les rues espagnoles.

Plusieurs événements ont mis la puce à l'oreille. Lors de la fête nationale, d'abord. Le 12 octobre dernier, dans le centre-ville de Barcelone, le groupuscule xénophobe Hogar Social, le parti d'extrême droite Vox et le groupe ultranationaliste Espana 2000 se joignent aux dizaines de milliers d'Espagnols venus célébrer la fête nationale. « Des nationalistes qui, dans la crise, trouvent un moyen de matérialiser leur discours pour préserver à tout prix l'unité du pays », analyse Anaïs Voy-Gillis, membre de l'Observatoire européen des extrêmes et doctorante à l'Institut français de géopolitique.

A quelques kilomètres du centre, sur la colline de Montjuïc, plusieurs centaines de militants extrémistes ont célébré la fête nationale en prononçant des discours haineux au milieu de

stands où l'on vendait le « *testament politique* » d'Adolf Hitler ou des insignes à la gloire des Waffen SS. En fin de journée, des incidents violents ont éclaté. Barcelone ne fait pas figure d'exception. À Valence, dans les îles Baléares, dans des endroits à forte identité régionale, d'autres violences impliquant des groupuscules d'extrême droite ont éclaté.

« *Le processus d'indépendance est devenu de fait un catalyseur pour l'extrême droite* », avance le photjournaliste catalan Jordi Borràs, qui consacre ses recherches à l'extrême droite espagnole depuis une dizaine d'années : « *Depuis la mort de Franco, l'extrême droite s'est caractérisée par la division et des discours poussés et dépassés. Au cours de ces dernières années, et surtout depuis le mois septembre, l'indépendance était l'excuse parfaite pour se rendre visible dans les manifestations.* » Mais aussi, selon lui, l'occasion de soutenir à demi-mot des partis fréquentables et installés comme le PP, Ciudadanos et parfois même le PS catalan. La crise en Catalogne fédère d'autant plus l'extrême droite espagnole que, contraire-

ment à d'autres pays européens où elle capitalise sur un sentiment anti-immigration et anti-islam, l'extrémiste espagnol milite d'abord pour l'unité du pays.

## Des micropartis, peu de membres

Pas de quoi toutefois s'inquiéter d'une fulgurance de l'extrême droite dans les urnes catalanes le 21 décembre. « *Aujourd'hui, cela reste globalement des micropartis avec peu de membres* », relève Anaïs Voy-Gillis. Il existe aujourd'hui en Espagne et en Catalogne des dizaines de partis d'extrême droite allant des falangistes classiques d'inspiration fasciste en passant par les nationalistes-révolutionnaires, jusqu'aux catholiques intégristes (Falange Española de las JONS, Democracia Nacional, Generación Identitaria, Movimiento Social Republicano, Hogar Social Madrid, Somatemp, Hazte Oír, Vox). « *Le fait qu'ils manifestent ensemble n'implique pas une unité réelle, estime toutefois Jordi Borràs. Ce vaste panorama de l'extrême droite ne se traduit pas par la création d'un grand parti d'extrême droite espagnole compa-*

*rable à ceux qui existent dans d'autres pays européens.* »

D'ailleurs, la plupart des partis d'extrême droite ont renoncé à se présenter aux élections catalanes du 21 décembre, comme ils l'avaient déjà fait pour celles du 27 septembre dernier, pour une seule et même raison : ne pas diviser le vote pro-espagnol qui se reportera alors majoritairement

sur le PP et Ciudadanos. « *Selon le Centre espagnol de recherches sociologiques, en 2011, huit électeurs sur dix sympathisants de l'extrême droite ont voté pour le PP lors des élections* », rappelle Jordi Borràs. Les électeurs en recherche d'un discours à l'image de celui du FN français ou du FPÖ autrichien se sont toujours tournés – et se tournent toujours – vers des partis comme le PP.

L'historien Xavier Casals a qualifié le phénomène de « présence absente » : malgré son absence directe dans les institutions, l'extrême droite existe à travers de grands partis conservateurs, à travers certains de leurs slogans. Jordi Borràs met en garde : « *Ils sont en mesure d'influencer l'agenda politique de ces partis.* » ■

M.Bn

## COMMENT VOTER ?

### Un vote, plusieurs démarches

Sur 5.500 Catalans inscrits sur les listes consulaires, difficile de savoir combien ont déjà participé au scrutin.

Les Catalans de Belgique qui ont pu commencer à voter dimanche dernier ont jusqu'à jeudi pour s'exprimer. Mais le processus n'était pas simple : s'ils étaient bien inscrits au consulat espagnol à Bruxelles, ils devaient ensuite signifier leur volonté

de participer au scrutin à l'Oficina del Censo Electoral, entre le 28 octobre et le 22 novembre. Selon le consulat, 1.100 Catalans en ont formulé la demande. L'organisme se chargeait ensuite de faire parvenir des bulletins de vote officiels aux électeurs

chez eux, en Belgique. Deux choix s'offraient ensuite à eux : se déplacer jusqu'au consulat pour voter ou renvoyer leur enveloppe. Le dépouillement n'aura pas lieu en Belgique, mais en Espagne.

M.BN